



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Cotisations

Question écrite n° 44600

Texte de la question

M. Jean-Claude Lenoir appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur une suggestion qui lui a été faite par le responsable d'une entreprise locale de mettre en place un dispositif d'exonération des charges patronales en contrepartie d'un engagement d'embauche pris par l'employeur. Le dispositif qui lui a été suggéré fonctionnerait comme suit : en cas de défaillance de l'entreprise, amenant celle-ci à procéder à un ou plusieurs licenciements, l'exonération initialement consentie par l'Etat cesserait ; inversement, dans le cas où l'Etat se verrait contraint de se désengager, l'entreprise ne conserverait pas les nouvelles embauches. La novation essentielle par rapport aux mesures existantes réside dans la tentative de créer un système à la fois automatique, donc plus facile à contrôler, suffisamment souple pour s'adapter à la conjoncture économique et garantissant une certaine sécurité financière pour l'entreprise comme pour l'Etat. Conscient des repercussions éventuelles d'une telle mesure sur le budget de l'Etat et de la portée significative des récentes dispositions en faveur de l'emploi déjà adoptées par le Gouvernement, il lui demande néanmoins de bien vouloir lui indiquer les conditions de faisabilité de la suggestion qui lui a été soumise.

Données clés

Auteur : [M. Lenoir Jean-Claude](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 44600

Rubrique : Sécurité sociale

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : travail et affaires sociales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 novembre 1996, page 5721